

# REVENIR A LA RAISON!



**S** I menaçante soit-elle pour la paix mondiale, la crise du Moyen-Orient semble marquer un certain répit. Certes, les « marines » américains sont toujours à Bagdad et les paras britanniques à Amman. Mais ils n'en ont pas bougé et il paraissait admis, hier, à Washington et à Londres, qu'à moins de nouveaux incidents toujours possibles, ils y demeureraient l'arme au pied. Dans un conflit aussi tendu et qui met en présence des forces militaires antagonistes séparées seulement par le tracé incertain d'une frontière, toute heure gagnée, tout sursis, rend plus difficile le déclenchement des hostilités. L'irréversible ne s'étant pas accompli, une petite chance s'offre pour la détente.

Cette chance, disons-le franchement, c'est à l'O.N.U. que nous la devons. Si l'instance internationale avait donné son approbation à l'intervention américaine, comme elle l'avait fait lors de l'affaire de la Corée, on se battrait aujourd'hui sans doute aux portes de Bagdad.

Mais contrairement à ce que les Etats-Unis pouvaient attendre d'une organisation où ils se flattaient de faire la pluie et le beau temps, le Conseil de Sécurité a accueilli avec froideur et réserve la résolution américaine destinée à légitimer leur action au Liban.

Le délégué américain affirmait qu'il y avait eu des violations réitérées de la frontière syrienne. L'O.N.U. cependant ne s'est pas laissé convaincre.

Il est vrai que cette affirmation n'était pour l'Amérique qu'un prétexte à intervention, ainsi que l'a démontré le sénateur Humphrey à la commission des Affaires étrangères du Sénat américain lorsqu'il a déclaré que les Etats-Unis « n'étaient au Liban qu'à cause des événements d'Irak », et qu'on aurait mieux fait d'envoyer les « marines » à Beyrouth avant que le groupe d'observateurs de l'O.N.U. nie qu'il y ait au Liban une agression extérieure.

Et voilà avec quels effarants mensonges on pousse les peuples dans la guerre !

**C** ES révélations et bien d'autres que nous ignorons encore, ont soulevé à l'O.N.U. une très vive émotion.

Le débat a donc tourné court au Conseil de Sécurité où les Américains n'ayant pu faire adopter leur résolution vont se trouver dans l'obligation d'accepter la réunion de l'Assemblée générale réclamée par les Soviétiques. Mais sans aucun espoir de réunir la majorité des deux tiers exigée par la Charte, pour faire approuver leur intervention.

Or, dans le contexte international actuel, il paraît difficile que les Américains et les Anglais puissent maintenir leurs troupes au Liban et en Jordanie sans la caution des Nations Unies.

A plus forte raison, il leur serait plus difficile encore d'étendre cette intervention à l'Irak, alors que le nouveau gouvernement républicain de Bagdad a établi son autorité dans tout le pays, qu'il est reconnu par un groupe de grandes puissances, dont l'U.R.S.S., la Chine, la Pologne, la Yougoslavie, la République arabe, etc..., qu'il assure le maintien de l'ordre, la sécurité des personnes et des biens, y compris ceux de l'Irak Pétroleum, dont les contrats et les concessions seront respectés.

Tous ces éléments pourraient, s'ils étaient coordonnés et exploités en vue de la détente, faciliter un compromis. Certes, on n'en est pas encore là. Mais si de grandes nations pacifiques comme l'Inde et la France qui jouissent à l'O.N.U. d'un incontestable crédit, se déclarent à unir leurs efforts, alors le plus grand péril, celui de la guerre, serait écarté.

Le « De Grasse » n'a pas grand-chose à faire à Beyrouth; mais un émissaire français de la paix serait le bienvenu à l'O.N.U.

*Liberation* 19-4-58 Marcel FOURRIER.